

## Chronique du Haut-Doubs

« Vous avez été sage d'être allé vivre paisiblement dans vos montagnes où il ne pénètre de mauvais que les journaux que vous pouvez ne pas lire. »

CHATEAUBRIAND

### Lendemain d'élections

Les élections régionales en Franche-Comté ne revêtent aucune signification particulière, hormis celle qui s'applique aux douze régions ayant subi une triangulaire, imposée par l'extrême-droite, et que la majorité a été, non seulement incapable de réformer pour imposer un second tour, limité aux deux listes les mieux placées, mais a voulue, sous le gouvernement Raffarin. La Franche-Comté a vérifié, une fois de plus, qu'il n'y avait pas de salut pour la majorité dans une telle configuration, comme l'expérience en avait été faite, déjà, à ses dépens, en 1997. Il faut rappeler, à cet égard, que le maintien des candidats *FN*, dans 75 circonscriptions, avait donné un siège à 47 candidats de gauche, clé de la majorité de Jospin. On reverra des triangulaires, sous l'empire des grandes réformes Raffarin, aux Régionales de 2004, avec la même machine à perdre pour la droite. 14 ans après la mort de Mitterrand, son héritage majeur, dicté par un instinct politique hors pair, reste la fracture durable des droites, avec l'émergence, d'abord, d'une droite extra-parlementaire, diabolisée ensuite, donc interdite de désistement, enfermée, enfin, dans son rôle d'épouvantail, c'est-à-dire de machine à perdre pour les droites.

Le scénario est connu. Il a bien fonctionné en 1997 et 2004, mais a tourné court en 2007. Alors, la vraie question, après les régionales de Franche-Comté, c'est de savoir pourquoi les voix d'extrême-droite, ralliées en 2007, ont manqué à la majorité, moins de trois ans après, comme si la leçon de Patrick Buisson au candidat Sarkozy («  *votre problème est à droite et non au centre* ») avait déjà été oubliée.

C'est d'ailleurs l'une des deux questions-clés posées par *RSHD* sur la suite du quinquennat : Nicolas Sarkozy pourra-t-il maintenir son socle électoral de 2007 quand il ramène le *FN* à 10 %, contre 19 % en 2002 ? La réponse est acquise depuis le 14 mars.

La majorité parlementaire a subi, aux régionales, une double déperdition de voix, celles de l'extrême-droite qui, pour partie, sont revenues au *FN*, et celles de droite qui se sont réfugiées dans l'abstention. Les motifs n'en sont pas très différents.

L'assainissement financier est la deuxième épreuve-test pour la fin de mandat de Nicolas Sarkozy et elle est directement liée aux réformes destinées à réduire la dépense publique. Le président pourra-t-il poursuivre ses réformes ou devra-t-il en freiner le rythme ?

La crise grecque vérifie, à un niveau élevé de déficit et de dette, que l'impôt devient incontournable. Le candidat Sarkozy avait exclu toute majoration d'impôt. Il

persiste et signe, aujourd'hui, mais n'a plus qu'une solution pour tenir l'échéance de 2013 : afficher une croissance de 2,5 %, jamais atteinte dans les dernières années. Bruxelles l'a fait observer pour mieux renvoyer l'assainissement à l'impôt, comme l'annonce Gordon Brown, en Grande-Bretagne. Mais une augmentation des impôts serait aussi grave pour Sarkozy que pour Bush, battu par Clinton, en 1992, après son engagement, non respecté, de ne pas y recourir. On mesure la voie étroite qui s'annonce, balisée, d'un côté, par les pressions décuplées de l'opposition sur les réformes qui réduisent la dépense publique, collectivités locales et retraites, et, de l'autre, par l'augmentation des impôts, assimilée à un reniement. Ce chemin de crêtes pourrait déboucher sur une présidentielle 2012 très différente de 2007, avec des primaires à droite et à gauche, à droite, avec Villepin et après fragmentation de l'UMP, à gauche, avec la candidature dissidente de Ségolène Royal, au nom d'une gauche nouvelle, alliée du centre Bayrou et soutenue par quelques grands féodaux de gauche, comme Georges Frêche, Gérard Collomb et quelques autres, face au candidat officiel du PS. Le président sortant pourra difficilement, dans un tel contexte, *monter* son score du premier tour à plus de 30 %, clé de l'élection au deuxième. Alors, on l'a deviné, le risque, c'est la réédition de 2002... à l'envers, comme si, à droite, on n'avait pas mesuré les effets pervers d'une paupérisation qui fait la litière de la socialisation, comme si le pouvoir local, ancré à gauche, pouvait être durablement contenu et danser devant le buffet du pouvoir central. La montée en puissance de la gauche unie, dans la décennie 70, largement fondée sur la prise du pouvoir local, échouera, certes, en 1974, mais l'emportera en 1981, après un congrès de Nantes triomphal (1977). Le débat n'a pas varié...